



Paris, le 1^{er} septembre 2014

Chères camarades, chers camarades,

Nous prenons l'initiative de vous adresser ce courrier commun de nos organisations car la situation dans toutes nos professions est particulièrement préoccupante.

Le plan d'austérité budgétaire se traduit par des coupes sans précédent dans l'ensemble de nos secteurs comme dans tous les services publics, qu'ils relèvent de la responsabilité de l'Etat ou des collectivités territoriales.

Certes la lutte a eu pour effet de contraindre le Premier Ministre à annoncer, le 19 juin, la « sanctuarisation » du programme 131 consacré au spectacle vivant et aux arts plastiques, mais après des années de baisse depuis 2007. D'autre part, l'audiovisuel public est soumis à une violente amputation de ses crédits (250 millions d'euros sur les trois ans à venir) tandis que le CNC sera ponctionné, pour la 4^{ème} année consécutive, de 130 millions d'euros en 2015.

Cette crise et cette politique qui l'engendre et l'alimente ont partout pour conséquences de réduire le volume d'emploi, permanent comme intermittent d'augmenter la précarité, tout en mettant en cause le fondement même de notre travail, dans la création comme dans la diffusion du spectacle vivant, de l'audiovisuel, du cinéma, dans l'animation culturelle...

Tout en menant ces attaques considérables contre les moyens de fonctionnement du secteur, le gouvernement organise la remise en cause de la protection sociale dont il a la responsabilité, accepte et encourage le MEDEF et associés à faire de même.

On a vu François Hollande et son gouvernement se courber devant les exigences du patronat à la veille de la conférence sociale, en reportant les mesures pourtant insuffisantes sur la pénibilité, évoquant la suspension des seuils sociaux (qui permettent les élections des représentants du personnel). La CGT a eu raison de boycotter la conférence sociale, et proposera des journées d'action pour lutter contre cette politique, sans dédouaner ni la droite qui promet le pire et le prouve dans les municipalités qu'elle a conquises, ni l'extrême droite, tout aussi antisociale, et dont les idées xénophobes se banalisent.

Le Gouvernement « Valls 2 » se situe sur une ligne encore plus dure de ce point de vue.

Le projet de loi de finances sur la sécurité sociale sera notamment l'occasion d'appeler l'ensemble des assurés sociaux à manifester en octobre.

Au milieu de ce sombre tableau, nos luttes permettent de contrer les pires attaques et continuent de proposer des alternatives : d'autres modes de gestion, des droits nouveaux

**Fédération Nationale
des Syndicats du Spectacle,
du Cinéma, de
l'Audiovisuel
et de l'Action Culturelle
CGT**

14-16 rue des Lilas
75019 Paris
tél. 01 48 03 87 60
fax. 01 42 40 90 20

allant vers la mise en œuvre d'une sécurité sociale professionnelle pour des droits attachés à la personne et non au contrat de travail.

Nos syndicats fédérés mènent des luttes communes transversalement dans nos branches et dans nos entreprises.

Nous continuons sans relâche à dénoncer le résultat de l'accord du 22 mars sur l'assurance chômage et menons, fédéralement et confédéralement, tous les recours contre cet accord scélérat tant sur le fond –il réduit les droits de l'ensemble des demandeurs d'emploi, intermittents du spectacle en particulier– que parce que ces négociations ont constitué un déni de démocratie.

Nous poursuivons la lutte pour appuyer la prise en compte de nos propositions dans la concertation menée par le trio Archambault – Gille – Combrexelle.

Nous avons initié les Marches pour la Culture depuis le 10 février pour peser à la fois sur les choix budgétaires et contrer les risques que les lois, récentes ou à venir, dites de décentralisation (qui n'en respectent en rien l'esprit) font peser sur les investissements publics de l'Etat et des collectivités.

Nous ne pouvons citer toutes les luttes que mènent nos syndicats dans les entreprises, à l'Opéra, à France Télévisions... en recherchant les conditions de mouvements unitaires sur la base de revendications précises.

Nous sommes conscients à la fois des difficultés que rencontrent nombre d'entre vous à la fois dans l'exercice professionnel et dans les activités militantes, et souhaitons par ce courrier vous proposer de continuer de développer ensemble nos combats, d'encourager la syndicalisation du plus grand nombre de nos collègues.

Nous avons besoin d'une forte présence militante dans toutes nos actions : nous pouvons faire aboutir nos revendications si nous commençons par défendre les orientations communes dans ces luttes.

Nous vous invitons à renforcer par votre participation les rendez-vous que nos organisations vont proposer dans les prochaines semaines, notamment les réunions de rentrées que nos syndicats convoquent et les AG unitaires à partir du 15 septembre.

Nous vous souhaitons une bonne rentrée, offensive tant par nos propositions que notre mobilisation.

Fraternellement,

Denis Gravouil,

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'DG' with a long horizontal stroke extending to the right.

Secrétaire Général.